

# Les Suisses devraient voter sur Frontex le 15 mai

**RÉFÉRENDUM** La récolte de signatures contre l'augmentation de la contribution à l'agence européenne de protection des frontières a finalement abouti

VINCENT NICOLET

@VinNicolet

Il ne leur restait qu'un mois pour récolter plus de 40 000 paraphes manquants. Ce sont finalement «bien plus de 55 000» signatures qui seront déposées à la Chancellerie fédérale, a annoncé mercredi l'organisation Migrant Solidarity Network.

Lancé cet automne par plusieurs organisations de défense des migrants, le référendum «contre le financement de l'agence européenne de protection des frontières Frontex» s'oppose à l'augmentation de la contribution de la Suisse à l'agence européenne de garde-frontières.

En octobre, le parlement avait adopté la hausse du soutien de la Confédération à l'agence de 24 à 65 millions de francs d'ici six ans. Si les signatures sont validées par la Chancellerie fédérale, le référendum sera soumis à la population le dimanche 15 mai 2022.

## Récolte de signatures difficile

Le comité référendaire expliquait mi-décembre devoir faire face à des conditions rendant la récolte de paraphes difficile.

Outre la situation sani-

taire, les organisations telles que Solidarité sans frontières et Watch the Med Alarmphone Schweiz évoquaient le manque de connaissance des Suisses sur Frontex comme principal frein à l'obtention des paraphes. Une relance et un appel à l'aide de leurs principaux soutiens, dont les partis de l'extrême gauche et des Vert·e·s, ont permis au comité d'initiative d'atteindre les 50 000 signatures nécessaires. Leur récolte s'est également faite par le biais d'une plateforme en ligne.

## Développement de l'agence critique

«En tant qu'Etat non membre de l'Union européenne, la Suisse n'a pas de droit de vote au sein de Frontex, mais paie pourtant une part disproportionnée de son budget», estime Migrant Solidarity Network.

Le référendum critique, entre autres, le nouveau règlement de l'agence, qui vise notamment à faciliter les retours des migrants en situation illégale. Outre l'augmentation du budget de Frontex, qui pourrait atteindre jusqu'à 11 milliards d'euros, les Etats membres de l'Union européenne prévoient la création d'un contingent permanent de 10 000 agents d'ici à 2027.

Cette décision a pour but de renforcer les contrôles aux frontières extérieures de l'espace Schengen, en particulier dans les Balkans, sur la Méditerranée et à l'est de l'Union européenne.

La participation de la Suisse à

ce développement s'incarne par la mise à disposition d'une quarantaine de ses garde-frontières à l'agence.

## «Une victoire de la solidarité»

Commentant l'aboutissement de son référendum, l'organisation Migrant Solidarity Network salue une «victoire de la solidarité».

«Dans la population, beaucoup ne veulent plus accepter la vio-

lence de la politique migratoire actuelle», avance-t-elle.

Tout en étant critique à l'égard de Frontex, Amnesty International et l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés n'ont pas soutenu la récolte de signatures, estimant qu'un référendum mettrait en péril les accords Schengen-Dublin et diminuerait la marge de manœuvre dont dispose la Suisse pour améliorer le bilan de l'agence en matière de droits humains. ■

PUBLICITÉ

«Pour moi, la liberté de choix, c'est être libre de décider et d'agir.»

Thomas Brunner  
Responsable  
Service externe  
Suisse

Pour offrir à nos clients la liberté de choix.

SwissLife